



Conseil de sécurité

Briefing : Non-Prolifération (Iran)

New York, le 17 décembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Riccarda Chanda, Représentante permanente adjointe

Monsieur le Président,

Je remercie la Secrétaire générale adjointe di Carlo, l'ambassadrice Frazier, et l'ambassadeur Lambrinidis pour leurs interventions.

La Suisse reste déçue et inquiète de l'état de mise en œuvre de la résolution 2231 et du Plan d'action global commun (JCPoA). La Suisse a exprimé à plusieurs reprises sa vive préoccupation tant au sujet du retrait des Etats-Unis du JCPoA, que des différentes mesures prises par l'Iran.

Et alors que nous approchons les dix ans de l'adoption de la résolution 2231, nous déplorons qu'aucun progrès n'ait été possible ces derniers quatre ans pour un retour à la mise en œuvre de ses mesures par toutes les parties.

Face à l'embrasement des conflits dans la région, le maintien de cet élément important du régime international de non-prolifération nucléaire et de la sécurité internationale demeure essentiel. Par conséquent, une mise en œuvre rapide et complète par toutes les parties de leurs obligations est impérative et urgent, alors que la date d'extinction de la résolution 2231 interviendra dans moins d'un an en octobre 2025.

Il nous semble donc primordial d'accélérer l'engagement du Conseil de sécurité sur trois volets ces prochains mois :

Premièrement, le respect des obligations découlant du JCPoA reste essentiel. À ce titre, les derniers rapports de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) suscitent de nombreuses interrogations au sujet de l'augmentation globale des stocks d'uranium enrichi par l'Iran, notamment les capacités d'enrichissement à 60 pourcents récemment accrues ainsi que les difficultés rencontrées par l'Agence dans la vérification du caractère pacifique du programme nucléaire iranien. Plus de 21 mois après la déclaration commune entre l'AIEA et l'Iran du 4 mars 2023, aucun progrès n'a pu être enregistré, ce qui est insatisfaisant. Les engagements pris dans le cadre de cet accord doivent être pleinement respectés par l'Iran sans délai et les autorités iraniennes doivent coopérer rigoureusement, de manière transparente et sans équivoque avec l'Agence.

Deuxièmement, plusieurs obligations légales découlent de l'accord de garanties entre l'Iran et l'IAEA pour la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), au-delà des engagements additionnels entrepris par l'Iran dans le cadre du JCPoA. Ceux-ci doivent être respectés pleinement, par tous les Etats parties. Nous sommes à ce titre particulièrement alarmés par les discours mettant en cause la doctrine iranienne de ne jamais acquérir d'armes nucléaires. Nous rappelons aussi la nécessité de pleinement mettre en œuvre les obligations juridiquement contraignantes par rapport aux garanties nucléaires ainsi que les quatre résolutions du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, la dernière étant adoptée ce novembre. En outre, les reproches mutuels de non-respect de telles obligations ne doivent pas être considéré comme une raison de ne pas poursuivre de négociations. Cela mine la confiance nécessaire pour parvenir à un accord et va à l'encontre de la volonté clairement exprimée par les Etats membres, le plus récemment dans le Pacte pour l'Avenir, de faire avancer le désarmement nucléaire. Enfin, les indications étayées du transfert depuis l'Iran vers des pays tiers de

systèmes d'armement tel que des drones, voire de missiles balistiques, en possible violation des résolutions du Conseil de sécurité nous inquiètent également.

Troisièmement, les développements récents, en particulier le risque d'une escalade vers un conflit régional nous rappellent l'importance du maintien de la non-prolifération et du désarmement nucléaire. Si cet accord constitue encore un point de référence, nous devons nous atteler au plus vite à retrouver le chemin vers la négociation et renforcer le dialogue dans l'esprit qui prévalait à Genève, Lausanne et Vienne il y a dix ans. Car c'est par la négociation et le respect des normes que la confiance, véritable pierre angulaire du cadre multilatéral, se bâtit. Nous appelons à la reprise sans délai des pourparlers, et rappelons aux interlocuteurs l'intérêt que nous portons tous au règlement de la question nucléaire iranienne.

Monsieur le Président,

Ce Conseil doit retrouver une voix commune sur la question de la non-prolifération nucléaire. La Suisse, comme elle l'a fait par le passé en accueillant des étapes critiques de la négociation, se tient prête à faciliter toute solution diplomatique visant au maintien du régime de non-prolifération.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mister President,

I would like to thank Under-Secretary General di Carlo, Ambassador Frazier and Ambassador Lambrinidis for their contributions,

Switzerland remains disappointed and concerned about the state of implementation of Resolution 2231 and the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA). Switzerland has repeatedly expressed its deep concern about both the withdrawal of the United States from the JCPOA and the various measures taken by Iran.

And as we approach the tenth anniversary of the adoption of Resolution 2231, we deplore the fact that no progress has been made in the last four years towards a return to the implementation of its measures by all parties.

As conflicts in the region flare up, it remains essential to maintain this important element of the international nuclear non-proliferation regime and of international security. Consequently, rapid and full implementation by all parties of their obligations is imperative and urgent, given that the expiry date of Resolution 2231 is less than a year away in October 2025.

We therefore believe it is vital to speed up the Security Council's commitment on three fronts in the coming months:

Firstly, compliance with the obligations arising from the JCPOA remains essential. In this respect, the latest reports from the International Atomic Energy Agency (IAEA) raise many questions about the overall increase in Iran's stocks of enriched uranium, in particular the recently increased 60 per cent enrichment capacity, and the difficulties encountered by the Agency in verifying the peaceful nature of Iran's nuclear programme. More than 21 months after the joint declaration between the IAEA and Iran on 4 March 2023, no progress has been made, which is unsatisfactory. The commitments made under this agreement must be fully complied with by Iran without delay, and the Iranian authorities must cooperate rigorously, transparently and unequivocally with the Agency.

Secondly, a number of legal obligations arise from the Safeguards Agreement between Iran and the IAEA for the implementation of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), besides the additional commitments undertaken by Iran under the JCPOA. These commitments must be fully respected by all States Parties. In this respect, we are particularly alarmed by narratives calling into question Iran's doctrine of never acquiring nuclear weapons. We also reiterate the need to fully implement the legally binding obligations relating to nuclear safeguards and the four resolutions of the IAEA Board of Governors, the last of which was adopted this November. Furthermore, mutual criticism of non-compliance with such obligations should not be seen as a reason not to pursue negotiations. This undermines the confidence needed to reach agreement and runs counter to the clearly expressed desire of Member States, most recently in the Pact for the Future, to advance nuclear disarmament. Finally, we are also concerned by the substantiated indications of the transfer from Iran to third countries of weapons systems such as drones, and even ballistic missiles, in possible violation of Security Council resolutions.

Thirdly, recent developments, in particular the risk of escalation into regional conflict, remind us of the importance of maintaining non-proliferation and nuclear disarmament. While this agreement is still a point of reference, we must work as quickly as possible to return to the path of negotiation and strengthen dialogue in the spirit that prevailed in Geneva, Lausanne and Vienna ten years ago. For it is through negotiation and respect for standards that trust, the cornerstone of the multilateral framework, is built. We call for the resumption of talks without delay, and remind those involved of the interest we all have in resolving the Iranian nuclear issue.

Mister President,

This Council must find a common voice on the issue of nuclear non-proliferation. Switzerland, as it has done in the past by hosting critical stages in the negotiations, stands ready to facilitate any diplomatic solution aimed at maintaining the non-proliferation regime.

Thank you.